

Ecrit par le 22 décembre 2024

Jonathan Le Corronc Clady devient vice-président de la Fnaim Région Sud



Immobilier, [Jonathan Le Corronc Clady](#), Président de la Fnaim Vaucluse et vice-président de la Fnaim région Sud

[Jonathan Le Corronc Clady](#) (House & co à Paris et Avignon), dans le prolongement de sa ré-élection au mandat de président de la Fnaim (Fédération nationale de l'immobilier) du Vaucluse, devient vice-président de [Fnaim Région Sud](#).

En effet le professionnel est proche du nouveau président régional Didier Bertrand -ex-président de la Fnaim Aix-Marseille Provence- qui succède à [Guy Farjon](#), directeur de [Demeures de Provence](#). [Didier Bertrand](#) a été élu à la CCI Aix-Marseille Provence, été administrateur de plusieurs institutions, et reste

Écrit par le 22 décembre 2024

membre actif du réseau Entreprendre. Il assure le rôle d'ambassadeur de Massilia Mundi et du Club M Ville de Marseille.

Après un cursus Juridique et Sciences Politiques Jonathan Le Corronc Clady s'est tourné vers le secteur de l'immobilier en 2004 dans différents groupes et réseaux nationaux, régionaux et des indépendants. Il a créé House & Co en 2014. 1ere marque de Hub immobilier à avoir été financée en Crowdfunding en 2014.



Didier Bertrand président de la Fnaim Région Sud

MH

Nouvelle obligation fiscale pour les propriétaires : remplir sur internet une déclaration de leurs biens immobiliers



D'ici au 30 juin, les propriétaires d'un logement doivent préciser qui l'occupe, à quel titre, afin que le fisc puisse identifier les logements vacants et ceux qui sont toujours redevables d'une taxe d'habitation.

Si la taxe d'habitation a disparu depuis 6 ans pour certains veinards, d'autres ont continué à s'en acquitter jusqu'à cette année, mais pour autant, les résidences secondaires y restent soumises. Pour faire le tri, l'administration fiscale a imaginé cette déclaration que vous trouverez dans votre espace '[Gérer mes biens immobiliers](#)' sur impots.gouv.fr. Ils devront préciser l'identité et la date de naissance de leur locataire, elle concerne également les biens détenus par une SCI (Société civile immobilière).

Ecrit par le 22 décembre 2024

34 millions de propriétaires

Selon le Ministère de l'Économie et des Finances, cela concerne quand même la moitié des Français, soit 34 millions de propriétaires qui se partagent 73 millions de locaux à usage d'habitations et professionnels. Pour éviter l'amoncellement de paperasse, cette version 'dématérialisée' permet d'éviter des tonnes de gaspillage de papier puisque le formulaire comprend 12 pages et 24 questions.

« Heureusement, pour les allergiques à internet, un tutoriel aide au remplissage pas à pas du questionnaire » explique Florent Régis, directeur des pôles métiers à la DGFIP (Direction générale des finances publiques) implantée à la Cité Administrative d'Avignon.



De gauche à droite : Arnaud Urbain, directeur adjoint des pôles métiers à la DGFIP (Direction générale des finances publiques) de Vaucluse, Marie Delorme, inspectrice des finances publiques chargée de la communication et Florent Régis, directeur des pôles métiers.

Vous êtes propriétaire d'une résidence principale? Secondaire? D'un bien locatif? Meublé ou pas? Occupé à titre gratuit ou pas? S'agit-il d'une location saisonnière? D'une occupation à titre professionnel? Vous devez également préciser si l'occupant est une personne physique ou morale, son nom, sa date de naissance « Pour éviter l'homonymie, qu'il ne paye pas des impôts à la place de quelqu'un d'autre » ajoute Arnaud Urbain, directeur-adjoint des pôles métiers de Vaucluse.

Pénalité de 150€

« Avant, il fallait remplir le formulaire '2044' pour l'ajouter à sa déclaration de revenus, maintenant, quelques clics suffisent » poursuit-il. Certes, mais avant on donnait la superficie du bien, maintenant il faut aussi préciser le nombre de pièces, (un WC d'1,5m² compte pour une pièce, mais pas un couloir), dire s'il y a un garage, un balcon, une terrasse... Tout cela va sans doute prendre un peu plus que quelques secondes.

Ecrit par le 22 décembre 2024

« Officiellement, vous avez jusqu'au 30 juin pour vous y mettre, sinon une pénalité de 150€ vous sera appliquée. Toutefois, cette année, l'administration fiscale fera preuve de mansuétude puisqu'il s'agit du lancement de cette réforme » précise Florent Régis. Si jamais vous avez vraiment besoin d'aide, un Numéro Vert a été mis en place : le 0 809 401 401.

Informations sur : impots.gouv.fr

Hausse des refus de prêt : près d'un compromis de vente sur dix n'aboutit pas à une vente définitive

En novembre 2022, le taux de republication d'annonces du PAP.fr s'établissait à 9,4%, contre 4,6% six mois plus tôt et 1,8% en novembre 2021. Les propriétaires concernés indiquent que si leur vente n'a pas abouti, c'est en raison d'un refus de prêt de leur acheteur. Un chiffre confirmé par un sondage exclusif réalisé par PAP.fr auprès de 10 828 candidats à l'achat entre le 22 et le 27 novembre 2022, puisque 9,8% des acheteurs ont déclaré avoir fait l'objet d'un refus de prêt récemment.

Parmi les raisons ayant conduit à un refus de prêt, les acheteurs concernés citent majoritairement un problème de taux d'usure : 62,1%. Les autres motifs arrivent loin derrière : taux d'endettement trop élevé (30,5%), situation professionnelle (21,7%), apport personnel insuffisant (20,2%). Enfin, le diagnostic de performance énergétique (DPE), auquel les banques prêtent de plus en plus attention, a été un obstacle dans 3,3% des cas.

Une situation qui touche tous les profils

Les refus de prêts touchent tous les types de profils professionnels, y compris ceux qui pourraient sembler y échapper, à l'instar des salariés du privé en CDI qui représentent un peu plus d'un cas sur deux. Ainsi que toutes les tranches d'âge, avec un pic à 32% chez les 40-49 ans.

Les refus de prêts ont conduit un peu plus d'un acheteur sur deux (52,2%) à modifier leurs critères de recherche.

Etude réalisée à partir des données issues d'une enquête réalisée, entre le 22 et le 27 novembre 2022, via un questionnaire en ligne auprès de 10 828 personnes en recherche active d'un bien immobilier à l'achat sur PAP.fr et des données de republication d'annonces de vente, en novembre 2022, sur le site

Écrit par le 22 décembre 2024

PAP.fr, dans un intervalle de 4 à 8 semaines après leur annulation.

Fnaim 84, Immobilier en 2022 entre en zones de turbulence, prix possiblement stabilisés et retour des négociations



Ecrit par le 22 décembre 2024

Le marché de l'immobilier ne s'est jamais aussi bien porté avec une année 2021 record réalisant plus d' 1 million de transactions sur le territoire français et une hausse de plus de 7% des prix (+8,8% pour les maisons). Pourtant, en 2022, le mouvement de balancier aurait déjà amorcé son retour car si la demande est toujours plus importante que l'offre, désormais les prix se négocient. C'est en substance ce qui s'est dit lors de la présentation des 3e Assises de l'immobilier du Vaucluse par la Fnaim 84 conduite par son président Jonathan Le Corronc Clady, président de l'interprofessionnelle. Plus de 200 professionnels, acteurs de l'immobilier et du Medef se sont ainsi retrouvés à l'espace Jeanne Laurent du Palais-des-papes d'Avignon en présence de Jean-Marc Torrollion, président fédéral de la Fnaim et de Gilbert Marcelli, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse.

Pourquoi ?

Parce que les banques ne donnent pas suite à plus de 40% des demandes de prêts et que la confiance des ménages s'est effondrée, atteignant celle de l'année 2000. En cause ? Le conflit Russo-Ukrainien-avec, notamment, dernièrement les attaques autour de la centrale nucléaire de Zaporijjia, -on se souvient également que Tchernobyl se situe en Ukraine- ; une inflation galopante -de plus de 6,2% - ; l'envolée des prix de l'énergie : électricité, gaz, essence, fuel ; et la hausse des taux de crédit même si ceux-ci restent très raisonnables.

Au niveau national

Pourtant, l'année 2021 a été un record en termes de vente de logements avec plus 1,177 million de transactions et des prix à la hausse atteignant +7,1% au niveau national. Pour 2022, la tendance pourrait s'inverser, pointant à l'horizon des ralentissements depuis fin août 2022. Les signes annonciateurs ? Les prix de l'immobilier à Paris enregistrent une baisse de 3% sur 1 an, épidémie qui gagne les grandes villes.

Écrit par le 22 décembre 2024



Jonathan Le Corronc-Clady, président de la Fnaim Vaucluse à la tête de House & Co à Avignon

Également en cause ?

Le freinage des banques pour l'octroi de crédit, qui désormais se limitent à une durée de 25 ans et un taux d'endettement qui ne peut dépasser les 35% des revenus des emprunteurs, assurance comprise. Ce sera d'ailleurs «L'un des combats que mènera la Fnaim qui souhaite que l'assurance soit ôtée du calcul de l'endettement,» a relevé Jonathan Le Corronc-Clady, président de la Fnaim Vaucluse. «Cependant la résistance des ventes pourrait porter le marché jusqu'en décembre, continue d'indiquer le spécialiste de l'immobilier qui prévient tout de même d'un ralentissement des prix et, par voie de conséquence, d'un possible tassement des volumes.»

L'exode vers les petites villes, l'emballement du Covid aurait fait Pschitt...

L'exode urbain en faveur du rural ? Plutôt un emballement médiatique plutôt que dans les faits, sourit l'agent immobilier de House & Co à Avignon, qui pense que le mouvement, s'il a existé de façon anecdotique est déjà éteint, concluant que le véritable exode, n'aura pas vraiment eu lieu.

Ecrit par le 22 décembre 2024

La vente des logements par département

Sur 12 mois glissants de septembre 2021 à septembre 2022, sur les 302 679 logements privés qu'accueille le département de Vaucluse, 10 394 ont été vendus, c'est +5,6% par rapport à l'année antérieure dans une région Sud-Paca qui compte plus de 3,069 millions de logements dont 113 543 viennent de changer de propriétaires.



A Avignon ?

A y regarder de plus près, Avignon accueille un patrimoine immobilier privé de 53 341 logements dont 4,9% sont vacants. Entre septembre 2021 et 2022, 2 055 habitations ont été vendues : 1 518 appartements et 537 maisons. Le prix médian des ventes est de 2 541€/m². Provence-Alpes-Côte d'Azur a perdu, en termes d'offres de logements, 8,4% en 1 an et 8,6% en trois ans. En France, l'offre de logements a perdu 2% en un an, toutefois un sursaut se fait jour à 0,2% lors de ces 3 dernières années.

Les niveaux de loyers

Pour la location, en Vaucluse, le m² est à 11€, affichant +2,3% en un an et 4,9% sur 5 ans. Il est de 17€/m² à Aix-en-Provence ; 16,4€/m² à Nice ; 15,7€/m² à Antibes ; 14,4€/m² à Fréjus ; 14,3€/m² à Six-fours-les-Plages ; à 13,8€/m² à la Ciotat, et 11,4€/m² à Avignon.

Ecrit par le 22 décembre 2024

NIVEAU DES LOYERS DANS LA RÉGION



Source : Insee, base DIVP (ministère des Finances), CGEDD (rapport DGFIF), calculs FNAIM

Niveaux de loyers

Département	Niveau des loyers (€/m ²) 2022T2	Évolution	
		1 an	5 ans
Alpes-de-Haute-Provence	10,9	+2,9%	+15,7%
Hautes-Alpes	11,0	+0,5%	+11,0%
Alpes-Maritimes	16,0	+0,8%	+3,5%
Bouches-du-Rhône	13,1	+0,6%	+7,4%
Var	13,1	+1,7%	+8,7%
Vaucluse	11,0	+2,3%	+4,9%
Antibes	15,7	+1,8%	-0,9%
Grasse	12,7	-3,5%	+4,5%
Nice	16,4	+0,3%	+4,0%
Aix-en-Provence	17,2	+2,2%	+5,9%
La Ciotat	13,8	ns	+17,5%
Marseille	12,7	-0,2%	+7,4%
Fréjus	14,4	+2,7%	+1,1%
Saint-Raphaël	13,4	+0,6%	-0,1%
La Seyne-sur-Mer	12,5	+1,2%	+4,3%
Six-Fours-les-Plages	14,3	+4,9%	+7,6%
Toulon	12,3	+1,2%	+7,9%
Avignon	11,4	+2,5%	+3,5%

17

18 novembre 2022

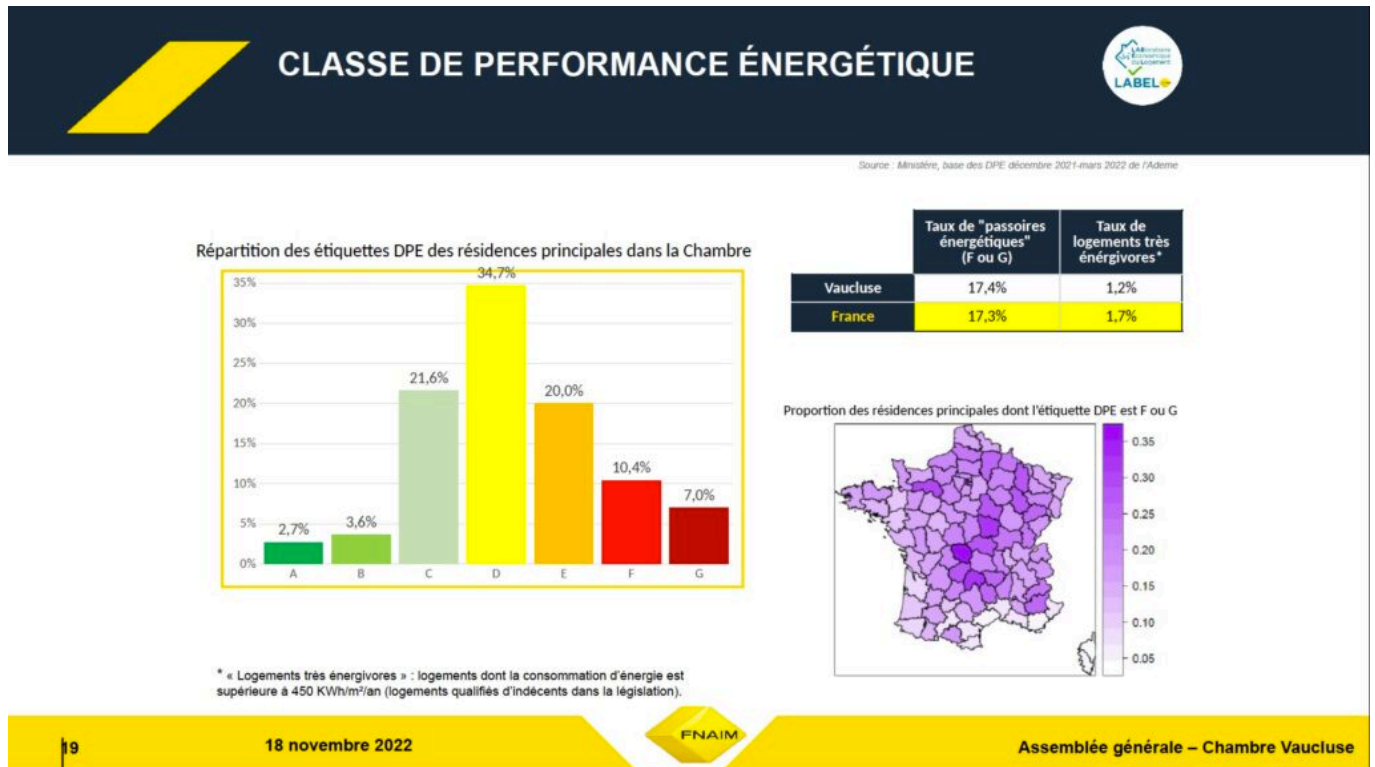
FNAIM

Assemblée générale – Chambre Vaucluse

Le Diagnostic de performance énergétique

En Vaucluse, 17,4% des logements sont classés en passoires énergétiques F et G et 1,2% sont très économes. Des pourcentages qui se rapprochent de ceux affichés en France qui indiquent 17,3% du parc immobilier privé en classes F ou G et 1,7% de taux de logements très économes.

Ecrit par le 22 décembre 2024



En conclusion ?

Pour Jonathan Le Corronc-Clady, le marché immobilier n'échappe pas aux soubresauts et fluctuations macro-économiques, l'inflation et le coût des énergies impactant déjà le pouvoir d'achat des français. Ceux-ci sont d'ailleurs sensibles à la valeur verte -augmentation de valeur engendrée par une meilleure performance énergétique et environnementale d'un bien par rapport à un autre- et à la qualité du DPE (Diagnostic de performance énergétique) qui influent de plus en plus dans les négociations, en particulier, sur le marché des maisons et du locatif. Pour la vente des appartements, c'est le montant des charges qui fera basculer l'acquéreur sur la vente.

La hausse des coûts

La hausse des coûts du bâtiment liée à l'inflation et à celle des matières premières, les nouvelles normes environnementales et la raréfaction du foncier poussée par le dispositif Zéro artificialisation nette (Zan) et la perte progressive des dispositifs Pinel entraînent le marché du neuf dans une impasse économique. Dans un même temps, le déficit foncier* a été doublé jusqu'en 2025 pour accompagner la rénovation énergétique dans l'ancien.

Comprendre le Déficit foncier

Les propriétaires de logement en location nue où les charges sont supérieures aux revenus fonciers, peuvent déduire de leur revenu global (salaires ou pensions retraite) le déficit foncier ce qui permet de diminuer le montant de leur impôt sur le revenu jusqu'à 10 700€, s'ils sont au régime d'imposition au réel.

Écrit par le 22 décembre 2024



Plus d'une centaine de personnes liées à l'activité immobilière et économique étaient présentes, espace Jeanne Laurent ce 18 novembre

En savoir plus

Les agences immobilières et administrateurs de biens en France sont au nombre de 30 000 et ont moins de un salarié. Ils concernent 200 000 emplois salariés et agents commerciaux inclus. 62% des femmes travaillent dans cette branche. Le secteur représente 16,5 milliards d'euros. Le chiffre d'affaires est réalisé à hauteur de 2/3 sur le métier de la transaction et 1/3 sur celui de l'administration de biens, ce qui est autant que le secteur de la publicité et davantage que le secteur de La Poste et du courrier. Les professionnels de l'immobilier réalisent 62% des transactions et gèrent environ 35% des locations vides du secteur privé.

La Fnaim

La Fédération nationale de l'immobilier, Fnaim, est le 1^{er} syndicat des professionnels de l'immobilier en France et en Europe. En France ce sont plus de 9 000 points de réception de clientèle, plus de 30% des

Ecrit par le 22 décembre 2024

emplois de la branche au 31 décembre 2019 pour un chiffre d'affaires d'environ 5,2 milliards d'euros soit 31,5% du chiffre d'affaires du secteur et 250 000 transactions de logements en 2019.



[Pour le détail des chiffres clés de l'immobilier, cliquez](#)

Avignon, une ville où il fait bon d'investir

Ecrit par le 22 décembre 2024



Avignon connaît une attractivité croissante, qui participe elle-même à accroître la tension locative. Cela en fait donc l'une des meilleures villes où investir dans l'immobilier en 2022. C'est ce que révèle une étude la plateforme française d'investissement locatif [Beanstock](#).

Beanstock a dressé une liste des villes où il fait bon d'investir dans l'immobilier en 2022. Parmi ces villes, on trouve la Cité des papes. Avignon se trouve également dans le top 5 des meilleures villes où investir pour moins de 100 000€.

De par son taux d'ensoleillement et sa richesse en patrimoine historique et culturel, Avignon attire de plus en plus, notamment depuis l'émergence du télétravail. La ville de près de 100 000 habitants compte plus de 62% de locataires, surtout des jeunes cadres venant de Lyon et ses alentours qui ont choisi de s'éloigner des grandes villes pour bénéficier d'un cadre de vie plus agréable et d'un niveau de vie plus élevé.

En cinq ans, le délai de vente d'un bien à Avignon a diminué de 35%, et les prix, eux, ne cessent d'augmenter, avec une hausse de +12% en un an. Selon Beanstock, 2022 constitue donc un point

Écrit par le 22 décembre 2024

d'entrée favorable pour un investissement. Avec 100 000€ de budget, un investisseur peut espérer faire l'acquisition d'un bien de 25m² avec une rentabilité nette de 4,6% par an. À Avignon, il faut en moyenne 21 jours pour trouver un locataire et 41 jours pour revendre un bien. Un projet d'investissement se base sur huit critères : le budget minimum, la tension locative, la tension à la revente, la rentabilité moyenne, le dynamisme économique, la législation locale, la taxe foncière, et la qualité des copropriétés.

[Découvrez toutes les villes où investir en 2022.](#)

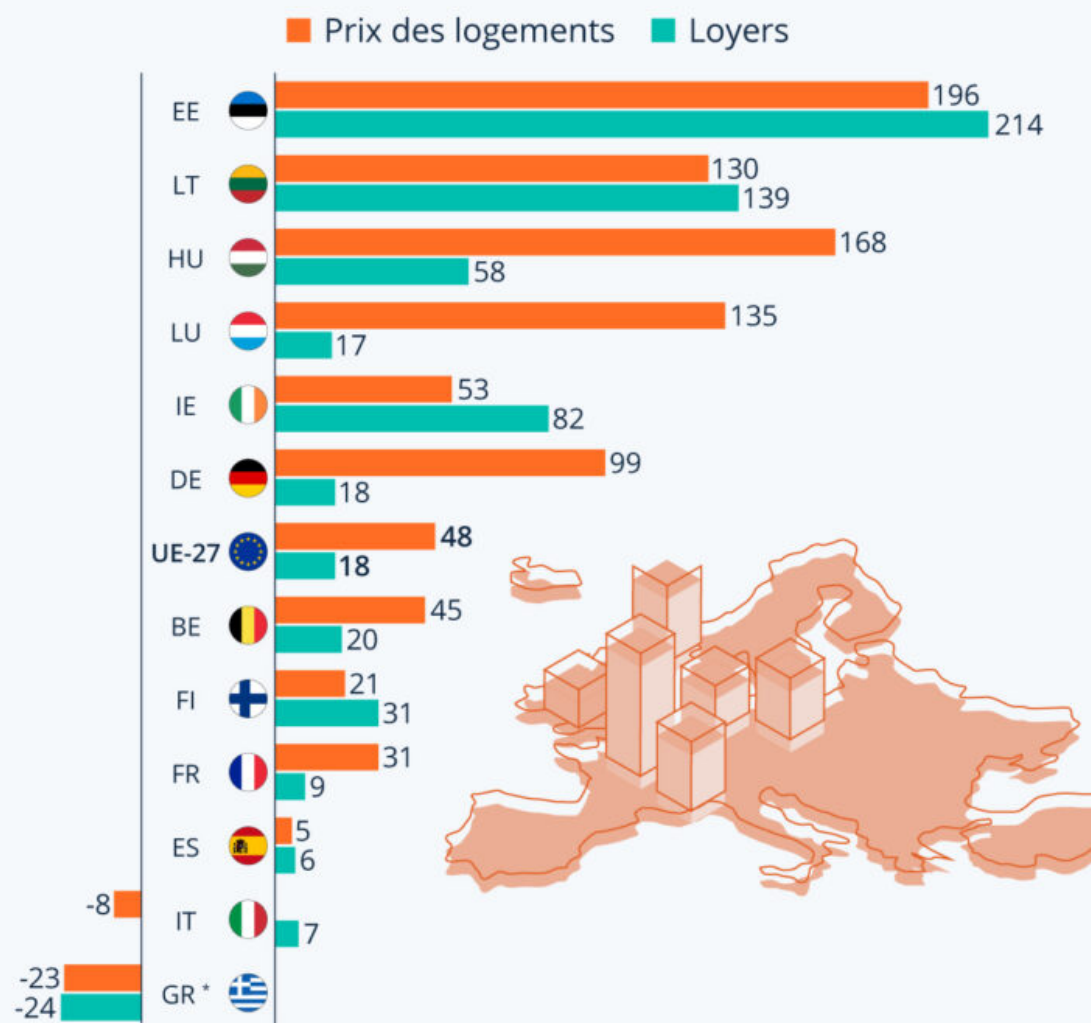
V.A.

Immobilier : comment les prix ont explosé en Europe

Écrit par le 22 décembre 2024

Immobilier : comment les prix ont explosé en Europe

Évolution du prix des logements et des loyers dans les pays sélectionnés entre 2010 et le T2 2022, en %



* Grèce : période 2010-2021 pour l'évolution du prix des logements.

Source : Eurostat



statista

Ecrit par le 22 décembre 2024

Les prix de l'[immobilier](#) ont poursuivi leur hausse cette année dans la plupart des pays européens. Si l'on compare le deuxième trimestre 2022 à l'année 2010, les prix des logements ont augmenté en moyenne de 48 % dans l'Union européenne et ceux des loyers de 18 %.

Sur cette période, 24 pays membres de l'UE ont connu une hausse du prix des [logements](#) et seulement trois les ont vu diminuer (Grèce, Italie et Chypre). Les prix ont plus que doublé en Estonie (+196%), en Hongrie (+168%), au Luxembourg (+135%), en Lettonie (+131%), en Lituanie et Tchéquie (+130% chacun), ainsi qu'en Autriche (+121%). En Belgique et en France, la hausse s'établit à respectivement 45 % et 31 % sur douze ans.

Concernant les loyers, depuis 2010, ils ont augmenté dans 25 États membres de l'UE et diminué dans deux (Grèce et Chypre), les hausses les plus importantes ayant été observées en Estonie (+214%), en Lituanie (+139%) et en Irlande (+82%). En France, le prix des loyers a augmenté de 9 % sur la période étudiée, soit une hausse deux fois moins élevée que la moyenne européenne.

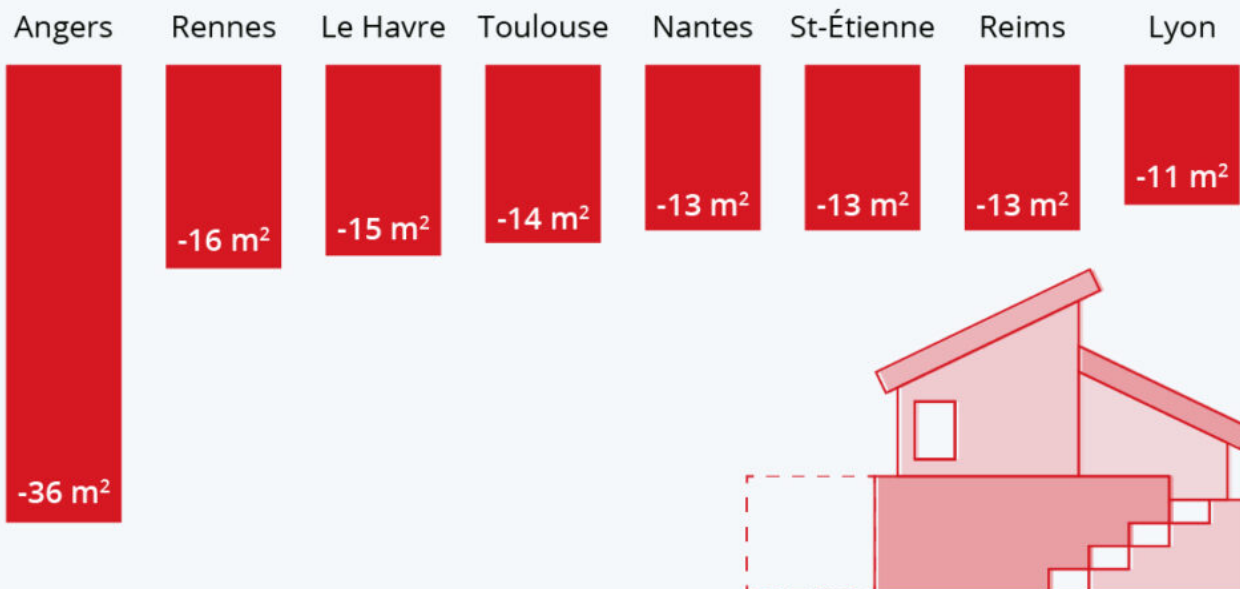
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Pouvoir d'achat immobilier : une pièce perdue en 5 ans

Ecrit par le 22 décembre 2024

Pouvoir d'achat immobilier : une pièce perdue en 5 ans

Baisse moyenne de surface habitable qu'un ménage peut acheter dans une sélection de villes entre 2017 et 2022 *



* Pour un remboursement de crédit de 1 000 €/mois sur 20 ans à des taux moyens de 1,65 % en 2017, 1,50 % en 2019 et 1,25 % en 2022. Étude réalisée dans 18 grandes villes françaises.

Source : Meilleurtaux.com



statista 

Le [marché de l'immobilier](#), comme bien d'autres secteurs, a subi d'importantes évolutions suite à la pandémie de Covid-19. Si l'attractivité des taux des crédits a permis à de nombreux Français de devenir propriétaires au cours des dernières années, le pouvoir d'achat immobilier a néanmoins globalement baissé entre 2017 et 2022.

Ecrit par le 22 décembre 2024

D'après une étude de la société de courtage [Meilleurtaux](#) réalisée dans 18 grandes villes françaises, la surface habitable qu'un ménage peut acheter a diminué en moyenne de 10 mètres carrés en cinq ans, soit l'équivalent d'une chambre de taille standard. Ces calculs se basent sur un remboursement de crédit de 1 000 euros par mois, une capacité d'emprunt sur 20 ans et les taux moyens durant la période étudiée (1,65 % en 2017, 1,50 % en 2019 et 1,25 % en 2022).

Comme le révèle notre graphique, la baisse de superficie moyenne finançable est particulièrement marquée dans plusieurs villes de province localisées dans l'ouest. Réputée pour sa qualité de vie et située à 1h30 de Paris en [TGV](#), Angers a été prise d'assaut pendant la crise sanitaire, ce qui a participé à l'explosion du [prix des logements](#). La capitale de l'Anjou a ainsi connu une diminution de pouvoir d'achat correspondant à 36 mètres carrés de surface habitable entre 2017 et 2022, soit le plus fort déclin de l'étude. Derrière Angers, on retrouve Rennes, Le Havre, Toulouse, ou encore Nantes, avec une baisse moyenne comprise entre 13 et 16 mètres carrés sur cinq ans.

En comparaison, la perte de pouvoir d'achat immobilier est plus modeste à Paris, soit environ 4 mètres carrés depuis 2017. « Paris reste évidemment une ville très chère pour l'immobilier », souligne Maël Bernier, porte-parole de Meilleurtaux, « mais la superficie moyenne finançable ne baisse finalement pas énormément. En cause : le Covid, qui a également fait son effet avec de nombreux urbains qui ont opté pour les villes secondaires ».

Deux villes font figure d'exception dans l'étude : Le Mans et Nîmes, ces dernières ayant vu leur surface moyenne d'achat augmenter de respectivement 6 m² et 1 m² entre 2017 et 2022.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Immobilier : tout savoir sur le permis de louer avec l'Aurav

Écrit par le 22 décembre 2024



Les réveils de l'[Aurav](#) (Agence d'urbanisme Rhône Avignon Vaucluse) proposent de faire le point et d'échanger sur un sujet concernant l'aménagement des territoires ou le mode de vie de leurs habitants. Ce webinaire matinal s'adresse aux élus, techniciens des collectivités et socio-professionnels.

Ecrit par le 22 décembre 2024

Au programme

Les aspects règlementaires et les objectifs du dispositif avec [Claude Nahoum](#), directeur de l'[Adil de Vaucluse](#). Retour d'expérience avec [Magali De Baere](#), directrice du développement urbain et de l'inclusion sociale à la Communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse.

Les infos pratiques

Les réveils de l'Aurav (Agence d'urbanisme Rhône Avignon Vaucluse). Mardi 14 juin 2022 de 8h45 à 9h30. En webinaire.

Inscription par mail à aurav@aurav.org. Renseignements auprès de [Mélissa Chazerand](#), référente habitat : melissa.chazerand@aurav.org / 04 90 82 83 91

Lien de la visioconférence : <https://us06web.zoom.us/j/88243565227>

Comment constituer un patrimoine pour ses enfants ?

Ecrit par le 22 décembre 2024



« Pouvoir transmettre à ses enfants, matériellement ou non, est un enjeu intemporel qui a pris de nombreuses formes au cours des siècles, explique [Patrimoine store](#), plateforme spécialisée dans l'investissement immobilier. L'immobilier constitue le patrimoine préféré à transmettre des Français. Loger ses enfants ou bien leur permettre de pouvoir épargner est et restera une aide précieuse. Le gouvernement français veut faciliter cette transmission à l'aide de mise en place de dispositifs et projets de lois. Les aléas de la vie et les imprévus doivent également être considérés et anticipés pour minimiser au mieux les risques. »

Constituer le patrimoine de ses enfants en investissant dans l'immobilier

Que ce soit en période de crise ou non, l'immobilier reste et restera une demande de la part des Français. Le besoin de se loger justifie un placement sûr qui ne pourra pas être impacté comme les autres industries. Un investissement qui permet par ailleurs de faire fructifier son épargne en mettant par exemple son bien en location. Autant de facteurs qui font de l'investissement immobilier la solution d'investissement préférée des Français. Environ 25%1 de la population française privilégierait ce type de placements.

Le besoin et la possibilité de transmettre son patrimoine

La conjoncture économique et sanitaire qui s'installe depuis des années maintenant, a accentué ce besoin

Ecrit par le 22 décembre 2024

de constituer son patrimoine mais également de pouvoir le transmettre en cas d'évènement tragique. Le gouvernement prévoit donc ces situations avec la « donation simple », la « donation- partage », afin d'éviter à ces successeurs l'impossibilité d'accès au bien de leurs familles à cause d'un coût trop onéreux. Au-delà de ces dispositifs de donation, des solutions alternatives existent comme la SCI, le démembrement... Les aléas de la vie restent des facteurs imprévisibles qui se doivent d'être anticipés malgré des dispositions tels que le testament.

Se faire accompagner

« Patrimoine Store rassure donc les particuliers qu'elle accompagne en étant présente auprès de ses clients en cas de problème, assure la plateforme créée en 2015 par [Arnaud Groussac](#). Dès le début du projet, l'entreprise prend en compte l'ensemble des éléments du dossier et analyse la fiscalité du client afin de proposer le montage le plus adapté à l'objectif comme la création éventuelle d'une société (SCI, SCPI,...) De plus, c'est à la demande du particulier que l'offre de Patrimoine Store se dessinera, avec un niveau d'accompagnement proportionnel au besoin de l'investisseur. Un pari permettant de dégager du pouvoir d'achat renforcé par une politique 0% de commission promoteur. Les particuliers peuvent ainsi investir en confiance sans soucier de leurs générations futures. »